
Les réfugiés palestiniens à l'épreuve du règlement de paix

Bassma Kodmani-Darwish

Le phénomène de diaspora se généralise et devient un thème de recherche en soi, sur un plan à la fois théorique et pratique. Ce n'est probablement pas une coïncidence si son étude a commencé à se développer au cours des années 80 parallèlement au débat autour du succès limité ou de l'échec relatif des politiques d'assimilation pratiquées par un certain nombre de pays qui sont — ou ont été, à une certaine époque de leur histoire — des pays de forte immigration. Il n'est pas étranger non plus à l'engouement qui se manifeste pour l'étude du multiculturalisme.

Souvent pourtant, il ne s'agit pas tant de l'apparition de nouvelles communautés que d'une nouvelle appellation donnée à des communautés déjà installées dans divers pays et d'une volonté de trouver à la situation de celles-ci une rationalité positive.

Ainsi, ce que l'on a longtemps appelé de manière péjorative la "ghettoisation" de certains quartiers dans les grandes villes des pays développés devient de manière plus positive un phénomène qui participe du multiculturalisme. De même, la présence prolongée de communautés immigrées et le processus de leur enracinement dans les pays d'accueil fait apparaître un nouveau schéma d'organisation en réseau de communautés issues d'une même origine (pays, région, ethnie, etc.) établissant des relations entre elles par-delà les frontières et avec leur pays d'origine.

Le terme de diaspora se banalise en même temps que sa définition devient plus floue. Réservé pendant très longtemps aux seuls Juifs dispersés dans l'Antiquité, il est maintenant utilisé pour désigner l'organisation dans la diaspora des Grecs, des Arméniens, des Chinois, des Libanais et depuis peu, des Palestiniens.

L'espace, transnational par nature, que forment les diasporas est structuré par une pluralité de réseaux: économique, financier, humain, mais aussi idéologique dans bien des cas, religieux très souvent.

Eté 1996

Toute étude de cas ou monographie revendique une spécificité voire une exceptionnalité et se montre plus ou moins rebelle à la classification selon une quelconque typologie. Le cas palestinien ne fait pas exception. Pourtant il paraît utile à plusieurs égards de l'analyser dans une perspective comparative et d'identifier les caractéristiques communes à différentes diasporas. En effet, une telle approche permet d'aborder le sujet avec méthode en lui appliquant certains schémas conceptuels susceptibles de structurer l'analyse et donc de l'enrichir. Mais l'exercice présente une autre utilité: la diaspora palestinienne est au mieux une diaspora en devenir. Pour l'heure, elle peut être qualifiée de diaspora potentielle. Dès lors, un regard sur les modes d'organisation de diasporas "achevées" est à même d'éclairer notre objet d'étude en suggérant ce que pourrait être l'organisation d'une diaspora palestinienne à l'avenir¹.

L'intégration des Palestiniens dans ce champ d'étude est partiellement justifiée mais elle n'est pas neutre. Elle est justifiée pour une partie des Palestiniens qui se sont effectivement organisés depuis les années 50 selon un schéma comparable à celui de plusieurs diasporas et qui peuvent à ce titre être étudiés comme tels. Elle n'est pas neutre cependant en ce qu'elle vise à entériner une situation de dispersion. De ce point de vue, elle implique sinon une renonciation, du moins de faire abstraction de l'objectif longtemps entretenu du retour. Tel n'est évidemment pas le rôle du chercheur mais celui des politiques. C'est pourquoi, tout en se livrant à l'exercice d'une analyse clinique, il nous faut reconnaître au préalable que celle-ci a des implications politiques majeures.

Il convient ici de tenter d'appréhender la situation des Palestiniens au travers des caractéristiques générales qui ont été identifiées pour définir une diaspora afin d'examiner leur applicabilité au cas palestinien².

1- Le terme de diaspora désigne des phénomènes résultant de la dispersion de populations dans plusieurs pays à partir d'un foyer émetteur. Il implique donc l'existence première d'une entité solidement constituée préalablement à son essaimage.

2 - Il implique que la dispersion initiale s'est faite sous la contrainte: contrainte économique (il s'agit alors de migration), contrainte politique (c'est le cas de nombreuses diasporas qui se sont constituées suite à une catastrophe, voire un génocide (comme dans les cas juif et arménien). Notons cependant que la distinction entre contrainte économique et contrainte politique est souvent impossible à établir puisque les deux se trouvent le plus souvent indissociablement liées.

3 - L'existence d'une forte conscience identitaire est un critère essentiel. La référence au territoire d'origine, à une langue et une culture ou des croyances ou encore un mode de vie communs, en bref une mémoire commune sont autant d'éléments constitutifs d'une diaspora.

Ces critères qui fondent la définition du phénomène de diaspora sont incontestablement réunis pour qualifier la situation des Palestiniens de l'exil. La société palestinienne était fortement structurée en Palestine, même si ces structures étaient difficilement identifiables sans référence directe à la terre. En effet, la terre était l'élément central de structuration de la société faite d'une classe dominante de grands propriétaires terriens et d'une masse paysanne. L'absence d'une classe intermédiaire ou d'une

bourgeoisie est assez largement reconnue comme caractéristique d'un développement limité de la société et comme une explication essentielle de la "débandade" qui s'est produite entre 1947 et 1949.

Mais l'argument d'une structuration faible de la société palestinienne a été plus souvent utilisé à des fins politiques pour nier l'existence d'un peuple palestinien que dans des analyses objectives. Les historiens et les sociologues concluent sans ambiguïté à l'existence d'une société palestinienne ni plus ni moins cohérente que les sociétés des Etats arabes voisins qui ont accédé à l'indépendance. Le "foyer émetteur", en l'occurrence la Palestine, a projeté des essaims de populations qui ont d'autant mieux préservé leur cohésion et leur attachement au territoire originel qu'ils en ont été arrachés et que les pays d'accueil les ont confinés dans des camps.

La contrainte est en l'occurrence strictement politique. Il s'agit non d'un génocide mais d'une catastrophe (le terme de *nakba* signifie précisément cela).

La conscience identitaire, troisième critère fondateur, est bel et bien présente chez les Palestiniens bien que sa définition soit plus complexe que dans le cas des Arméniens ou des Grecs qui se sont dispersés dans des sociétés d'accueil dont l'identité était distincte par la langue, la culture et parfois la religion. Les Palestiniens ont eu comme difficulté majeure le fait qu'ils ne se distinguaient des sociétés d'accueil des pays arabes ni par la langue ni par la religion ni par l'appartenance ethnique alors même qu'ils étaient perçus et traités par elles comme des étrangers. Dès lors, leur conscience s'est bâtie sur un support exclusivement politique et géographique: le projet de construction d'un Etat sur leur territoire d'origine.

Le lien communautaire

Le lien communautaire comme moyen de maintenir les pratiques identitaires s'établit en général de manière progressive: les "diasporés" se regroupent dans un premier temps en fonction de l'appartenance originelle à une même famille, village ou région. Les premiers arrivés dans le pays d'accueil font venir leurs parents les plus proches, puis les voisins originaires du même village. Ainsi se recrée dans un lieu nouveau la communauté locale qui semble former l'environnement immédiat, apportant à ces populations déracinées les repères vitaux pour leur survie à la fois sur un plan économique et financier mais aussi psychologique.

Dans le cas des Palestiniens, le mouvement s'est opéré en deux temps. D'abord, par un exode collectif de Palestine, les réfugiés arrivés en Syrie, au Liban et en Jordanie étaient partis de façon groupée et se sont retrouvés souvent transplantés dans le pays d'accueil dans le même format. Dans un second temps, une partie de ces réfugiés ont pris la décision de partir, — ici le mot "émigrer" devient adéquat. Un grand

Eté 1996

nombre est allé s'installer dans les pays de la péninsule arabe, les hommes partant individuellement d'abord puis faisant venir leur famille nucléaire puis la famille élargie et souvent leurs connaissances. Ainsi s'est dessinée la chaîne migratoire décrite plus haut que les diasporas arménienne, libanaise ou chinoise ont connue également.

La reconstitution du lien communautaire au plan local qui semble se faire ainsi spontanément, atténue les effets traumatisants de la perte du lien national qui, elle, est réelle et attend d'être reconstruite, car sans la reconstitution de ce lien, il ne peut y avoir de diaspora.

L'espace de la diaspora et son *organisation* sont également très particuliers et déterminent une relation au territoire d'un type nouveau.

L'espace national territorial se voit substituer une organisation spatiale discontinue dans laquelle le ou les réseaux sont appelés à recréer une psyché collective et une identité commune. Schéma constellaire fait d'une multitude de noyaux dispersés, schéma multipolaire sans hiérarchie établie entre les différents centres. L'organisation de la diaspora ne signifie pas l'absence de hiérarchisation entre les plus importants et les moins importants; mais cela signifie cependant qu'aucun pôle — et surtout pas le pôle résiduel dans le territoire d'origine — n'est en mesure de dicter une quelconque hiérarchie. Une diaspora est par définition une organisation spontanée précisément parce qu'elle est la résultante de circonstances et de contraintes diverses sur lesquelles elle n'a pas de prise. Certes, les territoires d'accueil peuvent déterminer le nombre de "diasporés" qu'ils veulent accueillir chez eux, leurs conditions de vie, leur statut légal, etc. mais ils ne pourront le faire que pour les communautés qu'ils accueillent. Ceci aura des effets sur la répartition des autres composantes de la diaspora mais pas sur l'organisation de la constellation globale.

Toute diaspora implique nécessairement l'existence ou l'émergence d'une organisation politique, religieuse ou culturelle du groupe dispersé, qui devient le support de la mémoire collective et son élément de référence central en même temps que le siège d'activités qui garantissent le maintien du lieu identitaire: pratique religieuse, enseignement de la langue, manifestations culturelles et artistiques, etc. Pour la diaspora juive, ce lieu commun a été la seule synagogue jusqu'à l'apparition du mouvement sioniste qui s'est doté d'institutions nouvelles pour promouvoir une conscience nationale de type moderne. La diaspora arménienne a eu deux supports: l'Eglise arménienne et la langue.

Les Palestiniens n'avaient pas initialement de support de ce type pour relayer le lien à leur terre comme référence identitaire. Le paradis perdu de Palestine devenait mémoire mais ne pouvait constituer en soi un support mobilisateur. C'est pourquoi le rôle de l'OLP fut si décisif. Celle-ci s'est rapidement imposée à partir du milieu des années 60 non seulement comme le siège central voire exclusif de l'identité mais comme acteur et artisan de la reconstitution du lien.

Le bilan de son action de trente ans révèle que c'est là sa contribution la plus précieuse. En effet, l'OLP a renoué à l'essentiel de son programme initial de libération de la Palestine. En acceptant les accords

d'Oslo, elle a renoncé à la recherche d'un règlement global de la question palestinienne tel qu'elle le préconisait, c'est-à-dire par le regroupement de tous les Palestiniens sur leur terre d'origine. Ses opposants aujourd'hui ont de ce point de vue des arguments valables quant à l'"échec" de la centrale palestinienne par rapport à son programme d'origine. Cependant, l'OLP a réussi son objectif premier de reconstituer d'abord les liens entre les différentes composantes de la société palestinienne dispersée, comme préalable indispensable à la réalisation de son projet. Le moyen est devenu, en grande partie, une fin en soi et l'OLP en a été l'artisan. N'oublions pas cependant que ce préalable réalisé a permis l'aboutissement d'Oslo car sans la reconstitution du lien identitaire et d'une conscience nationale, la reconnaissance par la communauté internationale de l'existence d'un peuple palestinien et de son droit à l'autodétermination n'aurait sans doute pas été possible. Toutefois, dans la mesure où la réalisation du projet national dans un espace réduit consacre l'existence de la diaspora plutôt qu'elle ne la supprime, l'œuvre de l'OLP apparaît rétrospectivement comme fondamentale voire fondatrice.

L'OLP a été ainsi le noyau central autour duquel s'est tissée une toile d'organisations professionnelles et d'associations qui ont su mobiliser les Palestiniens dans leurs différents lieux d'accueil, développant des solidarités transnationales entre différents centres où les communautés palestiniennes avaient parfois acquis une véritable puissance économique et financière (c'était le cas des Palestiniens du Koweït et du reste du Golfe, du moins jusqu'à la guerre de 1991) et parfois politique (en Jordanie et au Liban).

Ces centres de pouvoir dispersés se sont constitués autour d'élites palestiniennes non plus sociales car l'exode a déclassé en grande partie les anciennes élites et les a partiellement discréditées, mais des élites qui se sont imposées principalement par leur niveau d'éducation et leur dynamisme économique. Ces élites sont devenues les garantes de la pérennité de la conscience collective grâce à leur capacité à penser l'unité du peuple malgré son organisation dans un espace discontinu et désarticulé et grâce aux moyens qu'elles pouvaient mettre à la disposition des différents groupes de Palestiniens disséminés. L'exode des élites traditionnelles et l'émergence de ces nouvelles élites ont fait que la majeure partie de l'élite nationale (économique, intellectuelle) s'est trouvée en diaspora et, comme pour d'autres diasporas, elle a constitué le conservatoire de l'identité, favorisant le maintien du lien communautaire entre les composantes de la diaspora d'une part et empêchant l'étouffement de l'identité spécifique et l'assimilation par la société d'accueil.

Une culture de la diaspora

Une communauté dispersée peut-elle être identifiée comme diaspora si elle ne se pense pas comme telle? C'est sans conteste la question la plus

Eté 1996

sensible concernant les Palestiniens.

L'OLP d'une part, les élites nouvelles d'autre part, ont réussi à forger et entretenir une "conscience de soi" palestinienne dans ce que l'on pourrait appeler un "non-lieu" qui a permis aux Palestiniens, partout où ils se trouvaient, de se différencier par rapport à d'autres groupes de migrants et d'autres réfugiés pour se penser en tant que Palestiniens. Mais cela signifie-t-il qu'ils se pensent comme diaspora?

C'est sans doute à cette étape précise que se situe la bifurcation pour les Palestiniens. Les différentes communautés palestiniennes dispersées ont incontestablement réussi à se reproduire dans un espace imaginaire, fantasmé, reconstruit à l'échelle internationale. Mais peut-on dire pour autant qu'ils ont réussi à transcender l'identification territoriale-nationale pour admettre que le territoire "n'est plus un espace unique irremplaçable d'où l'on procède et qui fonde l'identité mais un espace pouvant équivaloir à d'autres"?³

C'est là que le bât blesse car pour y parvenir, les "diasporés" doivent pouvoir bénéficier d'un minimum de sérénité dans leur rapport au territoire d'accueil. Cela implique une localisation assurée et reconnue par la société d'accueil, une activité économique sinon intégrée dans l'économie du pays d'accueil, du moins acceptée dans son fonctionnement autonome, sans parler de la citoyenneté qui est le plus fréquemment accordée aux composantes des autres diasporas tandis que les Palestiniens n'en bénéficiaient que de façon exceptionnelle, sauf dans le cas de la Jordanie.

Si pour les autres diasporas, la constitution de communautés (ou plus crûment, de ghettos) est considérée comme un facteur de ralentissement de l'intégration et à fortiori de l'assimilation, dans le cas des Palestiniens, leur cantonnement dans des camps pendant plusieurs décennies a été un facteur de blocage de tout processus d'intégration et un symbole du refus des gouvernements ou des sociétés des pays d'accueil — et parfois des deux à la fois — d'une part, des Palestiniens eux-mêmes d'autre part. Dans ces conditions, le développement d'une "culture de la diaspora", c'est-à-dire une positivisation par les Palestiniens de leur situation paraît difficilement concevable et le processus de paix dans son déroulement, n'a jusque-là rien apporté sur la question des réfugiés pour amorcer une telle évolution.

Bassma Kodmani-Darwish est universitaire et Maître de recherches à l'IFRI.

¹ Nous avons traité de cet aspect spécifique dans un article antérieur "La question des réfugiés et l'émergence d'une diaspora palestinienne", *Confluences Méditerranée* n°9, hiver 1993-94, pp. 53-60.

² Voir entre autres l'article de Michel Bruneau "Espace et territoires des diasporas", *L'espace géographique* n°1, 1994, pp. 5-18.

³ Emmanuel Ma Mung "Non-lieu et utopie: la diaspora chinoise et le territoire", *L'espace géographique*, op. cit., pp. 106-114.